QUARANTE-NEUVIÈME ANNEE — Cinquième Série - N° 16. — PRIX 4 FRANCS 20 DÉCEMBRE 1945

le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE
ORGANE BI-MENSUEL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10e — C.C.Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10e)

GRÈVE GÉNÉRALE EXPROPRIATRICE

GESTION DIRECTE DE L'ÉCONOMIE PAR LES TRAVAILLEURS ORGANISÉS EN COMMUNE LIBERTAIRE

Résolutions sur la Tactique Révolutionnaire

La Fédération Anarchiste, réunie le 2 décembre en Conférence Nationale, décide d'intensifier la propagande anarchiste par la vulgarisation de la COMMUNE LIBERTAIRE, seule forme d'organisation économique et sociale, pouvant garantir la liberté individuelle sans négliger les intérêts généraux ; décide de participer aux luttes ouvrières en s'inspirant des principes fédéralistes propres au syndicalisme révolutionnaire et en se différenciant nettement de tous les partis politiques.

Les ouvriers et techniciens, par la grève générale insurrectionnelle, déposséderont le patronat de la propriété des moyens de production, de distribution et d'échange, s'en saisiront afin d'organiser eux-mêmes l'économie (production, consommation et crédit), en dehors de l'Etat, sur la base de la COMMUNE LIBERTAIRE. Ils se substitueront immédiatement au patronat pour mettre en marche toutes les branches d'activité économique à leur propre compte, en s'emparant, pour les gérer directement eux-mêmes, des entreprises capitalistes, seule action probatoire de la maturité économique de la classe ouvrière en marche vers sa libération sociale intégrale.

Pour assurer le triomphe de leur cause, ils devront organiser immédiatement à l'échelle locale et régionale, leurs comités de gestion économique et de défense de la révolution.

LA CONFÉRENCE DE MOSCOU

Nous ne sommes pas invités ?

Le 15 décembre s'est ouverte à Moscou la conférence des trois Grands ; depuis la conférence des cinq ministres des Affaires Etrangères à Londres, les contacts avaient été abandonnés et la situation tendue était dans une impasse. Le voyage à Washington du major Attlee semblait avoir consacré la création du Bloc Occidental que les Anglo-Saxons poursuivaient depuis 1942 ; Bloc qui comprenait l'adhésion de la Hollande, de la Belgique, de la France et, d'autre part, de l'Italie et de l'Espagne, une fois ces deux nations ramenées à la démocratie ; c'était donc les voies d'accès de l'Europe ouvertes aux U.S.A. en cas de nouveau conflit européen ; il s'agissait de savoir qui était l'objet d'une telle précaution, l'Allemagne nazie étant battue.

De leur côté, les Russes se protégeaient contre l'agression en portant leurs frontières loin vers l'ouest en Allemagne et contractaient très rapidement des pactes bilatéraux avec les pays frontaliers (Pologne, Tchécoslovaquie). C'était donc en fait la politique des Blocs rivaux et le retour à l'équilibre, vieille politique très chère à l'Angleterre, qui en a bénéficié depuis cent cinquante ans.

Il est évident que le point névralgique était l'Allemagne, que chacun par des méthodes et des moyens différents espérait mettre dans son jeu. Aujourd'ui nous assistons à des évolutions qui désorientent un peu les spécialistes. Truman a la prétention de considérer les accords de Potsdam comme provisoires et la délimitation des frontières nouvelles du Reich comme n'étant pas définitives. Quels moyens a-t-il de faire revenir l'U.R.S.S. sur un état de fait contre lequel il n'y a eu, à l'époque, aucune protestation ?

Alors que les Américains préconisent un Conseil général des Nations Unies, ce qui retirerait la prédominence du système des trois Grands, les Anglais, de leur côté, semblent avoir été conquis par la thèse du gouvernement français relative à l'internationalisation de la rive gauche du Rhin pour être en mesure de se prémunir contre toute nouvelle agression allemande, mais l'internationalisation de cette partie de l'Allemagne ne peut se faire sans l'U.R.S.S., laquelle, grâce à ses commissions de contrôle, serait susceptible de constater qu'on s'empresse de remettre en ordre de marche toute la grosse industrie de guerre allemande et qu'on y entretient même un million de militaires Allemands qui devraient être démobilisés depuis longtemps.

Tout cela démontre la confiance avec laquelle ces messieurs traitent de problèmes qui tiennent dans leur solution la vie de millions d'hommes. Ici notre gouvernement tient absolument à dire son mot. de Gaulle a pris les devants en signalant que les invasions dont nous avons été victimes auraient pour base de départ la ligne du Rhin, et s'il n'a pas défini d'une façon absolue notre position revendicative, il a indiqué que toute décision prise à la conférence de Moscou, pour ou contre la France, mais en son absence, ne serait pas reconnue.

Cette position a été développée d'une autre façon par Schuman, du même parti que Bidault, ministre des Affaires Etrangères. Schuman très adroitement a indiqué que si son parti était anti-munichois, c'est que le pacte de Munich, qui changeait l'orientation de la politique européenne, avait été conclu sans la présence de l'U.R.S.S., ce qui constituait une faute énorme, car ce qui s'était fait contre l'U.R.S.S. ou pour l'U.R.S.S. en son absence ne pouvait être sanctionné par elle ; mais, ajoute Schuman, cela est éga-

(Suite page 4)

UN MAL QUI RÉPAND LA TERREUR

JAMAIS danger ne fut plus grand, jamais menace plus précise. Le Fascisme battu, l'Hitlérisme écrasé, le Capital cherchant à sauver, à la faveur du drame quinquennal, la puissance qui lui restait, ne peut plus se survivre qu'à l'abri d'un totalitarisme auquel chaque jour l'impuissance démocratique abandonne, sans combat, les bribes d'une liberté conquise au prix de quels sacrifices ! L'Etat-Dieu, l'Etat-Patron, partout l'Etat, sa machine oppressive et sa bureaucratie stérile et étouffante ; était-ce là le changement que des masses bernées et opprimées attendaient de cette guerre dite de libération ? Quoi ! une poignée d'individus avides de puissance et d'autorité, défendant un système économique et social indéfendables, remplacent une poignée de réactionnaires haineux et vindicatifs qui, à l'abri d'une défaite militaire, réussirent à imposer leur vengeance et leur hargne à la classe ouvrière en marche vers des horizons d'humanité !

Et ce sont les mêmes, ceux qui en trente ans ne surent qu'abandonner, compromettre, monnayer leur mandat, nous les voyons tous réapparaître après la tourmente. A genoux devant les Poincaré, Chautemps, Daladier ou Pétain, aujourd'hui ils annoncent en tonnant « qu'on ne peut tout de même pas mettre à genoux le général ». Qu'auraient-ils fait alors devant le maréchal ?

Les grands-prêtres, foulant aux pieds les Ecritures, asservissent à leurs mathématiques de tyrans en puissance ; ils brûlent aujourd'hui l'adoration d'hier, tant pis pour la peau d'âne des 75.000 fusillés !

Dans leur crainte d'un bouleversement, ils présentent aux prolétaires le bel ostensoir des Droits de l'Homme et du Citoyen, cette fiction dont la bourgeoisie a su se servir pendant cent cinquante ans pour spolier tout un peuple de SA RÉVOLUTION.

Libération de la Patrie ! Ni Londres, ni Moscou, ni Alger, ni New-York ne vous ont menti, c'était de cela, et de cela seulement, qu'il s'agissait, mais comme les prolétaires n'ont pas de patrie là où ils n'ont ni la propriété des richesses qu'ils produisent, ni la maîtrise de leur destin, que restait-il pour eux à libérer ? Leur condition humaine et sociale ! Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agissait quand le grandiloquent Schumann promettait la justice aux bourreaux ! Et quelle justice, celle où toutes les garanties du Code Napoléon sont à la base ! Libération ? Quand d'autres énergumènes à d'autres micros vous poussaient à tous les actes HEROIQUES, avec des larmes dans la voix, mais à l'abri, le ventre à table, le dos au feu, vous, vous n'aviez ni pain, ni feu, ni vêtement, souvent sans abri. Il y a de cela deux ans bientôt, mais l'Etat s'occupe de vous. En échange, vous aviez la Gestapo, le poteau, la famine et les bombes, car l'Etat s'occupait toujours de vous. Et c'est parce que vous pensiez qu'il y aurait quelque chose de changé que vous avez accepté tout cela.

Incapables d'abattre le Capitalisme, ils n'ont plus le courage de lutter ; quarante-deux initiés dans les commissions tranchent, jugent et décident du sort de 39 millions d'hommes. Où sont les Marat, les Robespierre, les Saint-Just de cette Révolution Nationale dont la Montagne plonge dans le Marais ? Baudin, pour 25 francs, tombait à la barrière du Faubourg Antoine ; pour 700 francs par jour, les représentants du peuple négocient l'échec d'une grève revendicative. L'Etat, forme moderne d'oppression, l'Etat maître des individus, de l'économie, de la pensée, voilà ce qu'ils vous donnent, les croisés de la libération nationale !

Vous irez voter au pas, en véritables robots, et que pas un ne s'abstienne, car la Loi est là ; même ceux qui ne demandent rien à cette pantalonnade et qui n'en attendent rien devront, contre leur gré, faire le geste du solennel bourgeois.

Que font-ils de la liberté individuelle qui est la composante directe des libertés collectives, ceux dont le cerveau peut enfanter de pareilles imbécilités ? Est-ce que l'individu doué d'un cerveau n'a plus le droit de penser et de se déterminer ? Allons plus loin : ne lui reste-t-il pas le droit de refuser de penser et de se déterminer ? Est-ce parce que la clientèle déserte un marché sans valeur qu'on emploie la contrainte ? Sans doute est-ce ici, au nom des DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN.

Tartuffes ! C'est votre bauge que vous défendez, comme le chien de garde défend sa niche ; la chaîne lui est légère par rapport à la sécurité de son moi.

Ce n'est que le commencement. Nous savons dans ce domaine où l'on peut nous mener. Alerte, camarade ! Le totalitarisme, l'étatisme à outrance, c'est le fascisme, c'est la Révolution toujours plus loin ; nous restons, aujourd'hui comme hier, contre toutes les dictatures. Nous ne sommes pas seuls : d'autres ont déjà élevé la voix, il reste encore des hommes pour qui la liberté n'est pas qu'un mot. Intensifions nos efforts ! Bataillons ! Plus que jamais, en face de l'étatisme grandissant, opposons le Communisme Libertaire qui donnera au monde sa vraie forme humaine et sociale.

lib

LA VÉRITÉ SUR L'ÉLECTRICITÉ

La crise très grave que traverse la production de l'électricité et ses remèdes immédiats que sont les coupures et délestages actuels font couler des rivières d'encre et des torrents de salive. Beaucoup d'explications plus ou moins ingénieuses sont officiellement fournies et acceptées et répétées par le bon public abusé une fois encore. Très rares sont ceux qui connaissent les causes techniques et politiques, plus rares encore ceux qui ont le courage de les divulguer. Le problème de l'électricité éclaire — sans jeu de mots — d'une part, l'impuissance de l'Etat à résoudre les dilemmes posés au Capitalisme à la fois par l'évolution de l'esprit humain et par les désordres engendrés par les deux guerres, et, d'autre part, démontre l'ignorance crasse de nos dirigeants sur les questions les plus essentielles comme les plus élémentaires. La carence de la production de l'électricité est une preuve — parmi tant d'autres ! — de l'extrême vieillesse du Capitalisme européen et annonciatrice certaine de sa mort très prochaine. D'ailleurs, voici les faits.

Dans les milieux compétents, nul ne mettait en doute, avant la guerre, cette loi fondamentale que la consommation électrique doublait tous les dix ans. Un plan de travaux s'ensuivait tout naturellement qui prévoyait — plusieurs années à l'avance — de nouveaux barrages, de nouvelles centrales hydrauliques, de nouvelles usines thermiques et un accroissement du réseau de distribution, afin d'avoir constant un excédent des possibilités de production sur la consommation .Ceci était fort sage, judicieux et semble être la logique même, jusqu'au jour où cette organisation bien graissée se trouve grippée par les circonstances imprévisibles que fut la guerre..

Depuis 1938, le plan fut presque abandonné, alors que l'usure du matériel des centrales hydrauliques, le manque d'entretien des usines thermiques, les bombardements des unes comme des autres, les destructions partielles du réseau de transport ont freiné la production. Si l'on y ajoute le manque certain de charbon

(Suite page 2)

Aux hasards du Chemin

RAIDS PUNITIFS.

Du « Combat » :

« Batavia, 13 décembre. — On assiste en ce moment à Java à une série de raids « punitifs » menés avec une violence sans cesse accrue par les Anglais aux dépens des Indonésiens.

C'est ainsi que la R.A.F. lance ces chasseurs bombardiers Thunderbolts à l'attaque. Résultat : des villages sont en flammes, les gens qui tentent de s'enfuir sont mitraillés, la haine s'attise, les attaques sont suivies de représailles, et ainsi de suite.

Il semble bien que les Anglais soient décidés à faire un grand effort militaire pour en finir avec l'insurrection en Indonésie avant l'arrivée des troupes hollandaises. »

Les libérateurs démocrates travaillistes épuisent leurs stocks au nom de la Charte de l'Atlantique et des marchands de canons.

❖ ✻ ❖

LE DESARMEMENT QUI COMMENCE.

Des U.S.A. nous apprenons que le Météor, le « up to day » en matière d'avion funeste, a disparu sans laisser d'adresse.

De même source : six gros bombardiers auraient pris le même chemin.

C'est le désarmement clandestin qui commence.

❖ ✻ ❖

RECOMPENSE.

Très forte récompense à toute personne qui rapporterait secret de fabrication de bombe atomique, livré à puissance étrangère. S'adresser à Truman, U.S.A. Tous renseignements peuvent être adressés à Moscou où on déclare ne rien savoir de cette affaire.

❖ ✻ ❖

FRANCE-U.R.S.S.

La retransmission du gala à l'occasion de l'anniversaire du pacte franco-soviétique vaut son pesant de caviar. Le Radical, le Socialiste, le M.R.P., tous revendiquent la paternité du pacte. Dommage que Laval ne soit plus là... car, par antériorité, il y aurait droit aussi.

VOTE OBLIGATOIRE.

A Camus, 26.000 inscrits. Votants, 4.500. On va donc remettre ça le dimanche 16 décembre 1945. Ces 21.000 abstentionnistes copieront cinq cents fois les cahiers des Droits de l'Homme et du Citoyen. Se renseigner auprès d'Emile Kahn, socialiste S.F.I.O., président de la Ligue et votard cent pour cent.

❖ ✻ ❖

LES CAPRICES DE MARIANNE.

Ordre est donné à tous les sujets de la IVe République de voter, tout réfractaire sera puni des peines prévues par l'ukase en vigueur.

Tout citoyen peut être candidat, à la condition de verser un cautionnement de 20.000 fr., qui restera acquis au Trésor si le candidat n'enlève pas 5 0/0 des suffrages exprimés.

Reposez !... Armes !...

❖ ✻ ❖

TACT YANKEE.

Nul doute que les carbonisés de Hiroshima eussent trouvé la plaisanterie plutôt douteuse. Mais il y a loin de Hiroshima à Biarritz, où un jury, présidé par Marlène en personne, vient d'élire « Miss Atomic ». Espérons que ces petits rigolos ne s'en tiendront pas là et que bientôt, en prévision de la prochaine et définitive der des der, nous serons gratifiés d'une « Miss Extermination », séduisante au possible.

❖ ✻ ❖

REGRETS.

Victime d'un accident d'auto, le général Patton est toujours paralysé.

Pas drôle pour lui. Mais quel malheur pour nous qu'en 1939 les ganaches étoilées sévissant en deçà et au delà du Rhin, n'aient pas été atteintes d'une paralysie... providentielle.

❖ ✻ ❖

JUSTICE.

Toutes les fois que je vois ce mot, je lis Nuremberg-Cadix. C'est pourquoi je ne sais plus exactement ce qu'il veut dire.

SUBTILITE JOURNALISTIQUE.

Dans le journal « Ce Soir », avant les élections :

« Nous manquons de courant, les trusts sabotent, on ne répare pas les usines thermiques, on livre du courant à Franco. L'histoire de la sécheresse ? Des bobards !

Et dans le même journal, le 26 novembre :

« Il ne faut pas dissimuler que la situation électrique est très critique ; nous n'avions pas connu de sécheresse pareille depuis cent cinquante ans ; nous sommes tributaires des importations de charbon ; de nouvelles restrictions sont à envisager. »

❖ ✻ ❖

GREVE D'AVERTISSEMENT.

La grève du 12 décembre dernier s'appelle ainsi parce que depuis trois jours, à la radio, par la presse, les Services Publics avertissaient les Pouvoirs Publics qu'il y aurait grève, exactement comme le 30 novembre 1938. Il est vrai que les mêmes résistants du beefsteack se retrouvent dans les mêmes fauteuils en 1945. Comme dit la mère Quiquerol, « y a rien de changé ».

❖ ✻ ❖

...ET BUVEZ DE L'EAU.

« Nous comptons beaucoup sur la France » nous disent les ministres du gouvernement républicain espagnol, actuellement à Paris.

Il faudrait demander à ces saliveurs des précisions sur ce qu'ils entendent par « la France ». S'ils comptent sur les partis que l'on retrouve maintenant à la même place qu'en 1936, Franco peut dormir sur ses deux oreilles.

Nous avons, nous, des camarades qui ne se promènent pas à Paris et ailleurs, mais qui luttent, souffrent et meurent dans la résistance — la vraie, celle-là — en Espagne, et qui, eux, ne comptent que sur le courage de tous les opprimés et la conscience de classe de tous les révolutionnaires.

Mais c'est que pour eux il s'agit d'autre chose que remplacer la pourriture capitaliste par la même pourriture sous d'autres noms et d'autres formes.

❖ ✻ ❖

MANIFESTATION INTERDITE.

L'autre soir, à Montmartre, grand défilé, avec boys scouts, chants, torches éclairantes, et tout et tout. C'était la calotte qui trimballait la petite sœur Thérèse de Boulogne depuis Notre-Dame de Clignancourt au Sacré-Cœur. Tout le chapitre était là.

Les seuls qui étaient absents, et ce fut très remarqué, ce sont les compagnons de la Libre Pensée.

❖ ✻ ❖

« DU NEUF ET DU RAISONNABLE. »

Il y a une vingtaine d'années, à l'époque de l'ultra-gauchisme (classe contre classe ; pas un homme, pas un sou pour la guerre), le parti qui lançait ces mots d'ordre dénonçait dans sa presse le scandale des traitements ministériels et des retraites dont bénéficiaient ces travailleurs éphémères. Ce parti d'opposition révolutionnaire est devenu un grand parti de gouvernement. Espérons que, voulant faire du neuf et du raisonnable, comme l'a déclaré son porte-parole, et par là soulager les finances de la mère-patrie et des pauvres contribuables, ses représentants vont faire introduire cette juste réforme dans la Constitution. Par exemple (pour nos ministres), salaire syndical d'un chef de bureau et retraite par les Assurances Sociales, au prorata des années de travail évidemment !

Électricité et Capitalisme

(Suite de la 1re page)

pour les usines thermiques — et il faut noter que le charbon français n'est guère qualifié pour ce travail, étant d'une qualité inférieure, entraînant toute une gamme de désagréments et d'ennuis — ainsi que la sécheresse indéniable de cette année, on aura une vue très claire de l'impossibilité actuelle de satisfaire la consommation électrique.

Avant d'aller plus loin, qu'il nous soit permis de rappeler qu'en ce qui concerne la production thermique, nos importations de charbon anglo-saxon, ainsi que celui de la Ruhr, ont accusé une diminution très sensible dans la période coïncidant fort fâcheusement avec la récente crise gouvernementale. Ce n'est un secret pour personne que nos grands alliés ont usé de ce moyen pour faire pression sur notre politique intérieure ; ils y ont réussi, ce qui laisse rêveur pour les réformes françaises à venir et qui n'auront pas l'heur de plaire outre-Atlantique. Nous saisissons ici sur le fait, et sans nous y attarder, le mensonge de l'indépendance nationale et, partant, le bluff des patries.

Mais revenons à l'électricité dont cette digression nécessaire nous a quelque peu écarté.

La sécheresse, dit-on, aggrave un état de fait déjà existant, et c'est exact. Mais l'on peut à bon droit s'étonner de l'excessive débauche de lumière pour les fêtes du printemps et de l'été lorsqu'on sait que, par suite du manque de charbon, ce sont les réserves d'eau qui en ont fait les frais. De deux choses l'une : ou le gouvernement connaissait les effets désastreux qu'engendrerait pour l'hiver cette folle prodigalité, et alors son action apparaît pour le moins criminelle, ou il l'ignorait, et cette ignorance des choses les plus prévisibles ne peut inspirer grande confiance quant à ses facultés d'organisation et de rénovation que l'époque actuelle impose et attend.

Mais l'Etat, et aussi le Capitalisme, se trouvent dépassés, submergés par ce simple énoncé que ni l'un ni l'autre n'osent rendre public : **même si les barrages étaient pleins, si tous les lacs artificiels menaçaient de déborder, si les usines thermiques possédaient des stocks impressionnants de charbon étranger, les coupures et les délestages improvisés de la dernière minute auraient quand même lieu. IL N'EST AU POUVOIR D'AUCUN GOUVERNEMENT, D'AUCUN PARTI, D'AUCUNE ORGANISATION ACTUELLE, D'EMPECHER LES PANNES DE LUMIERE EN CE MOMENT !**

Tout l'hiver se passera ainsi, et probablement une bonne partie de l'année prochaine. C'est, nous ne le répéterons jamais assez, l'insuffisance de nos moyens de production qui se trouvent désaxés par la guerre, ainsi que nous l'avons dit plus haut, et l'étroitesse de vue du Capitalisme moribond qui subordonne l'intérêt commun au sacro-saint profit, et qui, juste retour des choses, va en mourir.

L'importation du courant vient, elle aussi, apporter son poids à notre argumentation. La Suisse, en effet, fournissait, avant et pendant la guerre, de l'énergie à l'Allemagne. Les exportations vers ce pays étant supprimées, l'on pouvait penser que la France en bénéficierait. Il n'en est rien, comme chacun le sait, et cependant la Suisse pourrait fournir à la France 700 à 800 millions de kilowatts-heure. Mais le groupe capitaliste suisse de l'électricité a investi des capitaux considérables dans l'industrie électrique française et possède des participations importantes dans les sociétés similaires françaises. Il réclame le transfert des dividendes différés par les années de guerre, et le gouvernement français ne peut accorder cette autorisation sans contre-partie, car cette libéralité aggraverait la fuite de l'or français, si nécessaire cependant aux achats indispensables à l'étranger.

N'oublions pas non plus la menace des nationalisations et nous comprendrons cette fois pourquoi la Suisse ne nous vend pas son excédent de production de courant.

Le courant de la Ruhr, région contrôlée par les Anglo-Saxons, est, lui aussi, défaillant, servant d'argument massue, invincible autant qu'invisible.

Le Capitalisme se trouve ainsi dans l'impossibilité de surmonter ses difficultés. Qu'il se tourne à droite ou à gauche, les mêmes barrières l'enserrent et l'étouffent. Dans les milieux intellectuels aussi bien que dans les sphères économiques et sociales, sans oublier les techniciens de toutes les branches de l'activité industrielle, commerciale et financière, l'opinion est maintenant acquise à la disparition très prochaine du Capitalisme privé européen. Seul, le Capitalisme yankee lui insuffle une agonie prolongée par ses menaces de cesser ses importations et l'épouvantail, hélas ! trop réel de la désintégration de l'atome envisagé sous un jour homicide. Mais ce qu'il est convenu d'appeler en haut lieu l'élite du pays, pense faire succéder au Capitalisme privé agonisant un Capitalisme d'Etat, ce qui explique l'économie dirigée actuelle, époque transitoire entre les deux régimes. Ces gens, cependant instruits et intelligents par ailleurs, se trompent et sont aveugles. Nous dénions au Capitalisme d'Etat comme au Capitalisme privé le pouvoir de résoudre actuellement la question des coupures du courant électrique. Les centrales et les usines d'électricité ne peuvent surgir de terre comme par miracle. La production ne peut augmenter d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre, d'un mois à l'autre, subitement et pour la satisfaction de tous. D'un autre côté, la diminution forcée, obligatoire, de la consommation ne peut dépasser un certain point sans entraîner des répercussions graves pouvant mener jusqu'à l'insurrection.

C'est un problème insoluble pour tous. Pour tous, sauf pour les libertaires. Car, dans la société libre que nous voulons, que le peuple créera prochainement, demain même, s'il le veut, il ne sera certes pas possible d'augmenter la production de l'énergie du jour au lendemain, mais, SEUL, le régime libertaire peut abaisser la consommation sans inconvénients, par la suppression naturelle des gros consommateurs inutiles tels que l'Armée, la Prison, les industries de guerre, arsenaux et autres.

O toi, peuple qui murmure après l'obscurité brutale, le voilà renseigné. Si tu veux la lumière, toute la lumière, une seule solution existe : évite les frais de l'expérience inutile du Capitalisme d'Etat auquel les charlatans te convient, et édifie le seul régime qui peut résoudre tous les problèmes pendants : le régime libertaire.

LA REVOLUTION SOCIALE

Lorsqu'on parle de révolution sociale, le sens de la formule semble différent suivant l'idéologie de laquelle on se réclame.

Pourtant, on est bien obligé de reconnaître à cette formule une idée de transformation ne se contentant pas de modifier les institutions existantes, mais de bouleverser également les rapports entre les hommes, beaucoup plus sous la pression économique qu'avec l'évolution humaine infiniment plus lente.

Si l'on considère que cette évolution économique ne cadre plus avec les institutions actuelles, conçues pour favoriser un capitalisme en plein essor, il paraît normal que ceux qui se penchent sur les perspectives d'évolution du monde se trouvent d'accord pour prévoir un bouleversement capable de rétablir l'équilibre entre les rapports sociaux et la poussée économique.

Or, cette poussée économique tend à multiplier le nombre des objets, la solution recherchée se trouvera donc être l'écoulement de ces objets, une révolution sociale modifiant la structure économique, modifiera forcément les rapports entre les hommes et l'économie actuelle.

Freinée par les privilégiés du régime et par leurs laquais, la révolution sociale a pour elle la masse des individus qui sourdement, sans bien en définir le sens, pousse à une transformation sous la pression de nécessités vitales hors de portée de leurs moyens actuels.

Cette révolution sociale, telle que nous venons de la définir, n'a en soi rien de libertaire. Mais cependant elle aura, à notre avis, un climat favorable à une évolution des esprits dans le sens de la philosophie anarchiste si nous savons lui apporter des formules répondant, d'une part, à l'évolution économique, d'autre part à la répulsion instinctive des hommes contre les contraintes limitant leur liberté.

D'ailleurs, lorsque les circonstances économiques marqueront l'ère d'un bouleversement, cette révolution se fera sans nous et contre nous si nous ne sommes pas prêts à l'orienter.

Nous connaissons des gens, pas encore dégagés du romantisme révolutionnaire du milieu du siècle dernier, romantisme si fécond à son époque d'ailleurs, qui pensent que le problème humain de la révolution sociale ne peut être résolu que par la lente évolution de la conception des hommes sur la liberté.

C'est, à notre avis, méconnaître une vérité première : **l'impossibilité d'une évolution morale sérieuse en régime capitaliste.**

L'homme d'aujourd'hui porte sur ses épaules le fardeau écrasant de vingt siècles de préjugés, de servitudes devant l'Etat, devant des classes. Les difficultés d'une lutte impitoyable pour assurer son existence lui font écarter de son activité tout ce qui ne tend pas à résoudre pour lui les problèmes immédiats. S'il passe une heure chez le philosophe ou chez le sociologue, cette heure le décharge pour un instant seulement de ses soucis ; elle le met d'accord avec sa conscience qui lui demande au nom d'une morale différente de la morale officielle un peu d'idéalisme. Et puis, il repart, absorbé par la matérialisation de sa vie. Il est révolutionnaire d'instinct parce qu'il se sent des besoins qu'il ne peut satisfaire ; il est conservateur parce que son atavisme bourgeois lui fait considérer avec un respect mitigé par la peur de le perdre, ce qu'il croit lui appartenir.

Il arrive un moment où les choses qu'il désire lui semblent plus importantes que les choses qu'il possède ; le révolutionnaire l'emporte sur le conservateur, la révolution sociale devient possible.

La période prérévolutionnaire, comme la période de révolution sociale, brise l'appareil d'Etat, écrase le capitalisme et les morales forgées par lui pour justifier son exploitation et rend possible une rapide évolution de la pensée chez les hommes. Les conditions propres à l'évolution du problème humain sont créées si l'homme est appelé à bâtir sur des bases entièrement neuves. Mais s'il s'installe de nouveau dans l'organisme d'Etat pour le faire servir à la transformation sociale à laquelle il aspire, sa sécurité immédiate assurée, le conservateur qui sommeille en lui le retient dans l'immobilité et il rétablit, pour justifier cette immobilité, les principes moraux forgés par ceux qui l'ont précédé. C'est là le drame intérieur de la tentative marxiste en U.R.S.S. La révolution sociale sera alors exagérément matérialiste et l'évolution du problème humain arrêtée.

Certes, nous apercevons clairement tous les dangers que représente cette situation, mais nous savons fort bien que ni nous, ni d'autres ne détermineront le moment où la poussée économique obligera l'homme collectif à choisir son destin. Nous pouvons seulement envisager que ce moment peut être proche et qu'alors il nous sera nécessaire de posséder une organisation suffisamment forte pour poser à l'intérieur de la révolution sociale, déclenchée en dehors de nous peut-être, le problème humain et de tenter de faire entrer dans le domaine de la réalité nos idées de paix, de liberté, d'égalité qu'il serait vain de penser pouvoir appliquer en régime capitaliste.

A la liberté abstraite de l'intellectuel individualiste, qui ne tient compte que du facteur humain, au collectiviste disciplinaire et ouvriériste du Soviet, aux données étroitement matérialistes du marxisme, nous opposerons alors la seule concrétisation possible de la révolution sociale sous son aspect d'équilibre économique et humain : LA COMMUNE LIBERTAIRE.

A L'ISSUE DE SON CONGRÈS

LA FEDERATION ANARCHISTE
devant les grands problèmes actuels

LE SYNDICALISME

Les militants anarchistes, réunis en congrès. les 6 et 7 octobre, puis le 2 décembre 1945,

Constatant :

Que les grands courants qui se disputent l'influence au sein de la C.G.T. ont pris une physionomie nettement réformiste ;

Que les mots d'ordre des organisations syndicales s'inspirent de la collaboration avec l'Etat capitaliste et le patronat ;

Que les politiciens tentent de détourner les luttes des travailleurs au profit de leurs partis respectifs, sans tenir compte des intérêts des syndiqués ;

Que la prédominence de groupes syndicaux puissants représentant des intérêts extrasyndicaux au sein de la F.S.M. risque d'entrainer nos organisations syndicales dans une nouvelle guerre idéologique à la suite des impérialismes se disputant les richesses du monde,

Décident :

D'appeler tous les travailleurs à la lutte sur les bases suivantes :

Pour un syndicalisme de REVENDICATIONS ET DE LUTTE DE CLASSE ;

Pour un syndicalisme antimilitariste et laïc ;

Pour un syndicalisme indépendant des partis politiques ;

Pour un syndcalisme expurgé d'une bureaucratie de carrière ;

Pour un syndicalisme de lutte contre toutes les guerres ;

Pour un syndicalisme militant vers son véritable but, tel que l'a défini la Charte d'Amiens : abolition du salariat et du patronat en vue de l'émancipation intégrale de tous les travailleurs avec, comme moyen d'action. la grève générale. Le syndicat, de groupement de résistance et de combat qu'il est aujourd'hui, étant demain groupe de production et de répartition de l'économie, gérée par les travailleurs eux-mêmes.

La Liberté individuelle

Constatant que la liberté absolue est un mythe, mais que la vie en société n'exclut pas toute liberté individuelle.

Constatant que la liberté individuelle et d'expression — malgré certaines propagandes et apparences — n'est respectée dans aucun pays du monde,

La Fédération Anarchiste engage ses militants à lutter de toute leur force contre la cause d'un tel état de fait : le capitalisme et son moyen d'action : l'Etat.

La Fédération Anarchiste demande que rien ne soit épargné pour que triomphe le fédéralisme libertaire, base de toute liberté ;

Convie ses militants à réagir en tout lieu et tout moment dès qu'une atteinte — si minime soit-elle — est portée à la liberté de la presse, de réunion. du travail ;

S'élève contre l'esprit des nationalisations qui ne font que renforcer les pouvoirs de l'Etat et demande que lui soit substitué celui des collectivisations sous l'égide des communes libertaires.

La Fédération Anarchiste conjure tous ses adhérents à lutter contre le principe d'autorité qui régit l'Enseignement ;

S'élève contre l'école libre — génératrice d'obscurantisme et de renoncement à la lutte émancipatrice — et le monopole d'Etat. Elle s'engage à aider par sa propagande l'école rationaliste et les tentatives amorcées par nos camarades instituteurs pour la libération de l'enfant.

Tenant compte des circonstances actuelles et estimant que de deux maux il faut choisir le moindre, la Fédération Anarchiste aidera l'école laïque par tous les moyens dont elle dispose — momentanément et en faisant des réserves — dans sa lutte contre l'école confessionnelle.

L'ANTIMILITARISME

La Fédération Anarchiste décide d'intensifier la lutte antimilitariste.

Elle constate : que dans tous les pays, quelle que soit la forme de leur gouvernement. le militarisme est le meilleur outil que possède l'appareil d'Etat pour opprimer les hommes ;

Que l'existence d'une armée engendre la méfiance de l'Etat voisin dont l'objectif devient alors d'en créer une plus forte et par là même de déclencher cette course aux armements qui amène fatalement la guerre ;

Que l'existence d'une armée est incompatible avec les buts que prétendent se fixer les grandes puissances alliées, signataires de la Charte de l'Atlantique ;

Que l'existence d'une armée est incompatible avec l'esprit internationaliste et la morale révolutionnaire qui doit demain régir les rapports entre les peuples ;

Que l'existence d'une armée est incompatible par les charges qu'elle impose à la nation et par l'esprit de caste qu'elle forge aux militaires, avec les buts des travailleurs du monde entier : la libération de l'homme par la suppression de son exploitation par une minorité de privilégiés.

En conséquence, la Fédération Anarchiste condamne tous les militarismes, quels qu'ils soient, et demande la suppression de toutes les forces militaristes.

LA QUESTION COLONIALE

Les anarchistes, réunis en Conférence Nationale, le 2 décembre 1945, après avoir pris connaissance du rapport colonial présenté par la Commission Administrative, élèvent une vigoureuse protestation contre les méthodes colonialistes des différents impérialismes ;

S'indignent que, six mois après la cessation complète des hostilités, des troupes appartenant à des gouvernements signataires de la Charte de l'Atlantique continuent à massacrer des populations soulevées pour défendre leur indépendance ;

Dénoncent à la conscience humaine le jeu des impérialismes libéraux à la recherche de matières premières et de bases stratégiques qui n'hésitent pas à fomenter des troubles et à se servir des légitimes aspirations des peuples coloniaux pour essayer d'évincer la concurrence.

Les anarchistes réclament pour la population d'outre-mer le droit à la liberté, au travail dans l'indépendance, le droit de disposer de leur propre destinée en dehors des rivalités de clans qui déchirent le monde actuel. Ils les assurent de leur solidarité dans la lutte qu'ils doivent mener contre l'oppression de tous les impérialismes, quel que soit le visage qu'ils prennent pour camoufler leurs appétits.

LA QUESTION ALLEMANDE

Les anarchistes, fidèles à leur idéal antimilitariste et internationaliste, déclarent que le prolétariat allemand actuellement aussi enchaîné qu'il y a douze ans, est mis dans l'impossibilité de se libérer et qu'il appartient au prolétariat international de contribuer à cette libération ;

Que les travailleurs du monde entier ne peuvent oublier que le développement du nazisme n'a été rendu possible qu'en raison de la détresse économique dans laquelle le capitalisme mondial avait plongé le peuple alleuand ;

Que les premières victimes de la répression hitlérienne dans les camps de concentration allemands ont été d'abord les militants antifascistes et particulièrement les anarchistes allemands, ceci dès l'apparition du nazisme en 1933.

Qu'en conséquence il y a lieu de distinguer dans les responsabilités le peuple allemand et le régime hitlérien.

Ils dénoncent les manœuvres du capitalisme et de l'impérialisme international qui, sous couleur de réparations, se livrent à une exploitation éhontée ; ils démontreront à l'intérieur des syndicats et dans leur propagande que si le nazisme plaçait le peuple allemand au-dessus des autres peuples. le placer, par contre, au-dessous serait faire revivre le nazisme sous une forme nouvelle.

Ils s'insurgent contre l'emploi de la main-d'œuvre prisonnière qui ne peut profiter qu'au patronat français et concurrencer le prolétariat.

Ils demandent aux syndicats d'exiger le retour chez eux des prisonniers, sans s'opposer toutefois à ce que certaines formations de volontaires telles que « S.S. », y compris tous les officiers, soient employés à des travaux dangereux, tels que le déminage.

Les anarchistes affirment aux ouvriers français que les ouvriers allemands sont aussi des victimes de classe et qu'il y a lieu de rétablir en Allemagne la liberté syndicale et d'expression.

C'est dans la mesure où le peuple allemand recouvrera sa liberté qu'il pourra être facteur de paix et que les peuples n'auront pas à subir une troisième guerre mondiale.

LE PROBLEME DE LA PAIX

La Fédération Anarchiste déclare que le problème de la paix ne peut être utilement examiné que selon les données suivantes :

Les conflits entre individus comme entre nations sont le résultat du système capitaliste et étatique. L'éducation et en général toutes les méthodes d'enseignement employés par les différentes puissances ont pour objet de prédisposer l'ensemble de la population à l'acceptation et à la défense d'un tel régime.

La Fédération Anarchiste, tout en n'admettant pas la violence comme principe, considérant qu'il ne doit être perdu de vue que tous les régimes d'exploitation en font leur moyen d'oppression et de conquête ; que la libération économique et sociale des peuples exige une action vigilante de la part des travailleurs et que cette action peut même se présenter sous la forme directe et révolutionnaire des masses, déclare :

Que les guerres (sans prendre en considération les motifs invoqués pour entraîner les peuples à les faire) ne peuvent disparaître que dans la mesure où le capitalisme et l'Etat auront été détruits sous toutes leurs formes ; que les méthodes et l'éducation tendant à faire disparaître l'emploi de la violence ne pourront porter tous leurs fruits que dans une société débarrassée des germes de toute guerre ; qu'il appartient aux peuples de présider eux-mêmes à leurs destinées et qu'ils ne doivent plus s'en remettre à leurs gouvernants — quelles que soient leurs nuances politiques ou religieuses — pour la sauvegarde de leurs intérêts, de leur sécurité et la garantie de la liberté.

Il importe donc de développer l'action directe révolutionnaire indispensable pour arriver à ces fins. Dans ce domaine, les syndicats ouvriers, en raison de la pression qu'ils peuvent exercer sur l'économie, doivent jouer un rôle prépondérant, décisif dans le sens de l'internationalisation rapide des luttes ouvrières.

La Fédération Anarchiste affirme que la guerre n'est pas une fatalité, que le désarmement des esprits est une des conditions indispensables à la paix et à la solidarité humaine ; qu'il est nécessaire de rejeter toute idéologie belliciste — quelle qu'en soit l'étiquette — employée comme prétexte par les dirigeants, seuls bénéficiaires des conflits internationaux.

Elle demande à tous les militants ouvriers et pacifistes de s'engager délibérément dans la voie révolutionnaire, en opposant l'instauration du fédéralisme libertaire à la guerre ; fait un appel pressant au jeunes — qui seraient, les premiers. victimes d'un conflit — en les conviant à prendre place dans ses rangs pour le grand combat de la liberté.

L'Amnistie

LA FEDERATION ANARCHISTE

— Elève une protestation indignée contre le maintien en prison. un an après la libération, sept mois après la fin des hostilités en Europe, des militants emprisonnés depuis 1939. Elle constate que la guerre qui vient de se terminer continue pour eux ;

— Dénonce aux travailleurs la carence des partis qui se réclament du prolétariat dont les congrès viennent de se tenir récemment et qui n'ont pas eu le courage de réclamer au cours de ces congrès l'amnistie pour les victimes des tribunaux militaires, abandonnant là une vieille tradition qui a contribué à la fortune de ces partis.

Le Congrès recommande à ses militants, à ses groupes, à ses régions, d'avoir toujours présente à la mémoire la pensée de ceux qui souffrent dans les bagnes militaires d'Eisse, de Montluc, de Nontrond. Il leur recommande de poser devant les auditoires qu'ils pourraient rassembler le problème de l'amnistie totale pour les prisonniers militaires détenus depuis 1939 et d'œuvrer pour que cette amnistie devienne une réalité.

Aux Syndiqués allemands

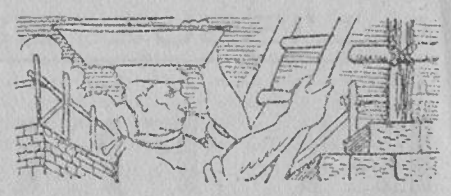
Quoique l'indignation soulevée en nous par l'article de M. Jouhaux sur la reconstitution des syndicats allemands, dans le « Peuple » du 8 décembre 1945, soit notre point de départ, ce n'est pas à M. Jouhaux que nous répondons ici. Nous nous adressons, au nom des syndicalistes révolutionnaires, à nos camarades allemands, aux travailleurs qui vont entrer dans les nouvelles organisations, qui nous comprendront certainement mieux, en dépit de la langue, que M. Jouhaux lui-même. Car leur situation vis-à-vis de leurs syndicats sera bientôt semblable à la nôtre, alors que depuis longtemps M. Jouhaux est notre ennemi.

C'est, paraît-il, au nom du Mouvement syndical français que parle Léon Jouhaux. Nous espérons que sa réputation de traître à la classe ouvrière a franchi le Rhin, mais nous prenons toutefois la précaution de rappeler que lorsqu'il parle du Mouvement syndical, Jouhaux ne pense pas du tout à la masse des syndiqués, mais à ses leaders officiels, voire même à la patrie, à l'économie nationale et autres thèmes élevés auxquels on sacrifie toujours le peuple, en échange de quelques sous ou de quelques vocables grandiloquents. C'est pourquoi nous voulons préciser notre position dans ce problème de remise en marche des syndicats allemands. Pour faire le point devant l'Histoire, nous dirons que nous nous désolidarisons entièrement des buts et des méthodes de réorganisation qui vont être utilisés en Allemagne.

Il paraît que le Mouvement syndical français est apte à surveiller son frère allemand. Nous sommes assez honnêtes et lucides pour déclarer que cette supériorité de regard qu'on veut bien nous donner est pure tartufferie, attendu que la C.G.T. est frappée des vices mêmes qu'elle serait chargée d'écarter de la centrale syndicale voisine. Ce n'est tout de même pas au nom de notre démocratie syndicale, de notre indépendance politique que nous allons guider les ouvriers allemands. Ce n'est pas nous, minorité brimée dans une organisation totalitaire, qui allons donner en exemple nos syndicats officiellement monolithiques. Ce n'est pas nous qui allons préconiser ces « syndicats uniques » dont parle Jouhaux, « assez puissants et autoritaires » pour opérer le redressement politique et la rééducation des masses. La masse ne s'éduque que par l'action, non par l'obéissance ; et le redressement national n'est pas une affaire dont nous avons à nous occuper. Ce n'est pas nous surtout qui nous réjouissons de rencontrer chez les militaires, à l'égard des syndicats, de la bienveillance et de la compréhension. Pour dire la vérité, l'optimisme de M. Jouhaux nous remplit de méfiance et de tristesse, car il nous semble bien que, sortis du nazisme, les Allemands vont connaître un autre esclavage. C'est pour nous l'occasion de leur dire qu'il ne suffit pas d'être anti-nazi pour être un champion de la liberté, ni anticommuniste pour être hitlérien. Ils comprendront alors, par l'exemple de ce qui se passe dans la C.G.T. française, où est la saine position syndicaliste.

Que l'opposition syndicale française et ses luttes contre une unité factice et meurtrière leur donne confiance dans leur propre action ; qu'ils reconnaissent sa voix comme vraiment la seule digne de parler d'unité ouvrière, de fraternité prolétarienne, et qu'ils acceptent nos mains tendues pour nos luttes communes contre nos ennemis communs.

LE SYNDICALISME



LE MOUVEMENT REVENDICATIF DES FONCTIONNAIRES

et les conditions du succès

La guerre vient de commencer entre les travailleurs et le gouvernement issu des « bonnes élections » du 21 octobre. Une fois de plus, la classe ouvrière a confié son sort aux partis. Une fois de plus, l'inquiétude la saisit à l'entrée d'un nouvel hiver sans lumière et sans feu.

La grande désillusion de 1936 pèse encore sur ce peuple qui a cru avec tant de ferveur et dont l'espérance a été si honteusement trompée. Comme en 1936, la démagogie la plus vaine et la plus insolente a été dispensée au « souverain » d'un jour : il ne semble pourtant pas, cette fois-ci, que sa fugitive et risible royauté lui ait tourné la tête. Balayant le chétif château de cartes des constructions politiciennes, la dure réalité parle, et son langage est trop clair : bas salaires, montée des prix, sous-alimentation, hantise d'une nouvelle guerre. A certains égards, la situation est pire encore que sous l'occupation. Peuple battu, peuple volé, peuple désabusé !

Plus que jamais, le Capital — le vrai vainqueur de cette guerre comme de l'autre — prélève sa dîme sur le travail exténué. Il se porte encore bien, le droit d'aubaine ! Les travailleurs sont écrasés sous le poids d'une fiscalité dont ils sont presque seuls à traîner le fardeau. Cependant qu'on médite d'attirer d'innombrables colonnes de prisonniers allemands vers l'immense chantier qu'est devenu un pays qui a dû bien malgré lui — sinon malgré ses dirigeants — servir de champ d'expérience aux bombardiers de l'axe Berlin-Rome et de l'axe Washington-Londres. Un prolétaire pour une gamelle ! Le vieux rêve, le rêve sénile du capitalisme décadent à la recherche de l'impossible bain de jouvence... Allez-y donc, compagnons du bâtiment, et demandez des augmentations de salaires, si vous l'osez : on se f...ichera de vous.

Cependant que les avions franco-anglais incendient les villes indochinoises et javanaises sans se faire de bile : il n'y a pas de D.C.A. dans le village annamite ! Et il n'y a pas de crime à cela, — on n'est pas des Boches ! La grande peur est passée ; les promesses, on s'assoit dessus gaillardement et on a grand'hâte de réintégrer le troupeau prolétarien sous l'implacable loi du profit.

Nous sommes effrayés de la passivité dont témoignent les travailleurs de l'industrie privée. Inaction, silence accablé chez les métallos, dans le bâtiment, partout. Oh ! nous voulons bien le croire, elle n'est pas gaie la perspective de faire grève sur le tas et d'occuper les boîtes et les chantiers en ce mois de décembre. Crever de froid et de faim, être vendus comme il y a neuf ans, et au bout la misère, encore la misère. Sans compter que les chiens de berger staliniens montent bonne garde sur les flancs du morne troupeau.

Ce sont, cette fois, les travailleurs de la fonction publique qui déclenchent la bagarre. Pour beaucoup de catégories, les salaires sont plus bas encore que dans l'industrie privée. On doit mourir à petit feu avec 3.000 à 4.000 francs par mois, et ce doit être quelque chose d'infernal que la vie du cantonnier, la vie sans joie, la vie humble et médiocre, toute tendue vers la dérisoire consolation qu'est la plus problématique des retraites !

Les fonctionnaires, eux aussi, se souviennent d'un passé peu reluisant. Ils sont payés — si l'on peut dire ! — pour savoir le crédit que méritent les hâbleries effrontées de politiciens en mal de mandat. Ils ont vu ministre et commission des finances pondre laborieusement un invraisemblable projet de budget avec lequel on a l'aplomb de prétendre dépenser 440 milliards, alors qu'on espère(?) en extorquer 280 à une nation exsangue et vidée. Il leur a bien fallu constater qu'on les avait oubliés. Ils ont compris qu'il faut crier pour être entendu, menacer pour être pris au sérieux.

D'abord présentées sur le ton de la modération, leurs revendications se sont heurtées au VETO ministériel. Leur irruption intempestive ne risquait-elle pas de déranger la belle ordonnance du plan budgétaire du brillant ministre Pleven ? Plan de faillite, bien sûr, mais si bien conçu, si méthodiquement étiqueté ! Il a fallu alors la grève d'avertissement du 12 décembre pour obliger l'argentier national à retoucher son ahurissante construction. Il ne lâche d'ailleurs pas grand'chose, et la lutte ne fait que commencer. Malheureusement pour vous, camarades, le gouvernement sait déjà qu'il peut compter sur les bonzes communistes et réformistes de la C.G.T. pour vous ramener dans l'obéissance et noyer le poisson ; il n'était pour cela que d'entendre le secrétaire confédéral Henri Raynaud prêcher le calme et la patience au meeting du Vel' d'Hiv' et tenter de détourner votre ressentiment vers les « traîtres et collaborateurs », voire de fantomatiques provocateurs. Ecoutez-le donc et serrez votre ceinture d'un cran !

Au « Libertaire » nous sommes toujours et avant tout avec les travailleurs en lutte pour leur droit à l'existence. Nous avons pourtant quelques critiques à vous opposer et vous ne nous en voudrez pas de le faire en toute loyauté. Nous croyons que vous avez tort de rester attachés au principe de la solidarité entre toutes les catégories de bas en haut de l'échelle. Le fonctionnaire à 300.000 ou 400.000 francs par an n'est pas un prolétaire, n'est pas votre frère. Rien de plus inutile et malfaisant que la hiérarchie sur laquelle est fondé tout l'édifice de la fonction publique. Pléthorique et oppressive, elle réduit à la moitié, peut-être même à moins, le chiffre des fonctionnaires productifs. On pourrait la supprimer du jour au lendemain que la machine n'en continuerait pas moins à tourner. Dans les municipalités, les employés ne travaillent-ils pas sous la direction de magistrats bénévoles et non appointés (maires et conseillers), lesquels — théoriquement du moins — ne coûtent rien aux citoyens ? Pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'Etat ?

Nous croyons, nous, que le revenu de la nation étant de 1.200 milliards par exemple — 30.000 francs par tête d'habitant — tout ménage avec deux enfants qui a plus de 120.000 francs par an de revenu net vit en partie de l'exploitation du prolétaire à bas salaire : il n'y a pas à sortir de là et le profit ne tombe pas de la lune. C'est pourquoi nous nous refusons à admettre cette solidarité, laquelle ne justifie que trop aux yeux de certains le reproche qu'ils adressent aux fonctionnaires de constituer de plus en plus un Etat dans l'Etat.

Nous croyons qu'il est temps d'abolir les règlements, contrôles et tracasseries qui pèsent sur la production et le ravitaillement et de renvoyer à leurs chères études les parasites vichyssois... et autres qui grouillent dans le fromage.

Nous croyons que les crédits militaires peuvent aujourd'hui, pour une nation de troisième zone comme la France actuelle, être réduits à leur plus simple expression et que nous n'avons pas besoin de police d'Etat. La reconstruction et l'agriculture vont bientôt manquer de bras...

Si on se refuse à toucher à tout cela, il n'y a pas de remède à vos maux. Augmenter les impôts ? La matière imposable est à bout et le prolétaire n'en peut plus. Faire rouler la planche à billets ? Ce serait vous concéder d'une main et vous reprendre de l'autre.

En attendant la Révolution sociale, des mesures révolutionnaires s'imposent. N'ayons pas peur de bousculer la légalité : il y a beau temps qu'elle est f...ichue. Prolétaires de la fonction publique, aurez-vous ce courage ?

L'Internationale Syndicaliste

Le syndicaliste, dans son esprit comme dans les définitions qu'ont données de lui les pionniers qui l'ont créé, est essentiellement internationaliste. Il peut paraître superflu de le répéter, tout le monde se déclarant d'accord sur ce terme. Pourtant, nous avons assisté ces dernières années à une telle confusion volontaire sur des mots, en eux-mêmes d'une clarté absolue, qu'il nous paraît nécessaire de dégager pour le lecteur la signification actuelle de l'internationalisme syndicaliste en rapport avec l'école philosophique de ceux qui s'en servent, et d'autre part fixer notre propre conception de cet internationalisme.

Les conditions économiques rendent les collectivités grandes ou petites interdépendantes et que, par exemple, la dispersion de certains minerais sur une partie seulement du globe nécessite une redistribution aux régions démunies, ce qui rend obligatoire une liaison internationale des syndicats de production.

Avant la guerre, les Internationales syndicales corporatives, telles celle des métaux, celle des cuirs et peaux, etc., pouvaient sembler répondre, en dehors de l'objectif revendicatif, à de telles définitions ; or, ces Internationales n'ont eu qu'une vie somnolente, aussi bien dans le domaine revendicatif que dans celui de la distribution. Cela était fatal, les intérêts économiques du Capitalisme se heurtant et se combattant, entraînaient derrière eux les masses prolétariennes attachées à des intérêts immédiats et maintenues par l'Etat dans une atmosphère de xénophobie impropre aux échanges économiques internationaux ; les seuls échanges réels, organisés, ne l'étant que par les capitalistes ou leurs représentants, les Etats parlant et tractant au nom d'intérêts particuliers et en dehors des préoccupations nationales et internationales des nécessités des peuples ainsi que des possibilités de la production.

Notre internationalisme syndical s'oppose également à la forme pratiquée par les centrales syndicales, groupées avant 1939 dans l'Internationale Syndicale Ouvrière et actuellement dans la Fédération Syndicale Internationale.

Les tentatives d'orientation politique bien définies dont les centrales syndicales des divers pays sont l'objet créent à l'intérieur de la Fédération syndicaliste actuelle une situation qui n'est rien moins qu'internationaliste. Chaque clan essaie de gagner à son idéologie politique l'ensemble des syndiqués et nous assistons à ce spectacle de gens qui se déclarent tous internationalistes et qui, en fait, par une propagande appropriée, essaient d'isoler l'opposant. Cette position, qui est nationaliste dans les faits, risque d'entraîner, dans chaque pays, les organismes syndicaux dans des actions n'ayant rien à voir avec cet esprit de solidarité et de fraternité qui est celui de l'internationalisme.

Les impérialismes toujours en guerre entre eux, quelle que soit la forme qu'ils donnent à leur appareil d'Etat, trouvent dans les centrales syndicales, ainsi détournées de leurs vrais intérêts, des possibilités de pression et de conflits sanglants ; on risque de voir l'internationalisme syndical, qui devrait être une force mise seulement au service de la paix, intérêt suprême de tous les peuples, devenir dans les mains d'un parti à idéologies précises et ayant des intérêts et des préoccupations d'Etat (Trade-Union en Angleterre, communisme en Russie) un instrument servant à réveiller le chauvinisme national et préparant les travailleurs à l'idée d'une guerre nécessaire au nom de certains principes étatiques ou, d'autre part, à influencer les classes laborieuses d'un pays neutre, de manière à les précipiter en cas de conflit dans l'un ou l'autre camp des belligérants.

A cet internationalisme de façade, destiné, sous le couvert de défendre des intérêts ouvriers, à faire le jeu des impérialismes en lutte, nous opposons un internationalisme syndical délivré de toute pression d'Etat ou de parti. Nous lui réservons dans le domaine économique la tâche de distribuer équitablement les richesses du globe, d'échanger entre les hommes les découvertes techniques qui doivent rendre leur tâche plus légère, et dans le domaine spirituel celle de rapprocher toujours plus fraternellement, au-dessus des Etats, des partis, des sectes religieuses ou philosophiques, ceux qui par leur labeur créent la vie.

Bataille à Moscou

(Suite de la 1re page)

lement valable pour la France ; or, les positions sont changées à Moscou ; l'U.R.S.S. devient partie contractante en l'absence de la France, les décisions pourraient donc être repoussées ici, ce qui mettrait les communistes dans une posture difficile en face de leur décaration d'indépendance à l'égard du Kremlin, indépendance qui leur a permis d'entrer dans le ministère actuel. On nous prévient toutefois que les questions intéressant la politique française ne seraient pas débattues à Moscou. Attendons les résultats. de Gaulle s'est attaché à nous prouver que son gouvernement tendait à faire de la France le balancier des deux plateaux dont l'un est l'Amérique et l'autre l'U.R.S.S. et que géographiquement nous devons tenir compte que nous sommes placés pour servir de trait d'union. C'est exact, mais croit-il sincèrement que si les affaires se gâtaient entre les deux « immenses » le balancier, le trait d'union résisterait longtemps aux pressions d'abord, ensuite à des actions plus précises (blocus, embargos ou même quelques bombes atomiques). Quant à l'autre antagoniste, ses moyens d'action sur les masses ne sont pas à négliger.

Depuis dix-huit mois, les conférences se succèdent sur tous les terrains, tantôt optimistes, tantôt pessimistes. C'est la guerre des nerfs qui continue, alors que l'origine de ces mesquineries, de ces méfiances, où chacun prétend se protéger d'un adversaire qui n'existe plus, mais où chacun devine l'adversaire chez ses anciens partenaires, l'origine, c'est l'intérêt, le profit, l'accroissement des richesses, l'omnipotence du capital. Tout le reste n'a qu'un intérêt de parade. Ce n'est que l'humanité enchaînée.

"PLUS LOIN"

va reparaître...

Conditions d'abonnement : 6 numéros, 110 fr. ; 12 numéros, 220 fr.

Adresser tout versement à Louis Laurent, 145, quai de Valmy, Paris (10e). C. C. P. 589-76, Paris.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Kropotkine : La grande révolution, 25 fr. ; L'entr'aide, 110 fr. ; L'anarchie, sa philosophie, son idéal, 25 fr. — **Latzko :** La marche royale, 50 fr. - **Tabouriech :** Laïcité future, 70 fr. ; L'inévitable révolution, 70 fr. — **Ch. Malato :** Joyeusetés de l'exil, 70 fr. — **Voline :** Répression de l'anarchie en Russie soviétique, 25 fr. — **Nieuwenhuis :** Le socialisme en danger, 70 fr. — **Kaminski :** Bakounine, 75 fr. — **Guimenez :** La suppression de la guerre, 50 fr. — **J. Claras :** La révolution prochaine, 50 fr. — **Kolbache :** Les trois imposteurs, 35 fr. — **F. Kolney :** Marianne à la curée, 25 fr. — **Han Ryner :** L'Eglise devant ses juges, 50 fr. ; La vie éternelle, 50 fr. ; Le sphinx rouge, 50 fr. ; L'amour pluriel, 50 fr. ; Chère pucelle de France, 50 fr. — **M. Dovaldès :** Maternité consciente, 30 fr. — **Lahy :** Du clan primitif au couple moderne, 30 fr. — **Jouenne :** Une expérience d'éducation nouvelle, 30 fr. — **Taillade :** Discours civiques, 50 fr. — **Bossu :** Bakounine, 25 fr. — **Sébastien Faure :** L'Eglise a menti, 25 fr. ; Naissance et mort des dieux, 25 fr. — **Bakounine :** Dieu et l'Etat, 25 fr. ; Confession, 60 fr. — **L. Bodin :** Au pays des repopulateurs, 50 fr. — **Dulac :** L'enfer d'une étreinte, 50 fr. — **Voivel :** Le mal d'amour, 50 fr. — **Paterni :** La grande retape, 50 fr. ; Le rire dans le cimetière, 50 fr. — **N. Henrio :** A ras de terre, 50 fr. — **X... :** Le livre secret des confesseurs, 100 fr. — **Polloutier :** Histoire des Bourses du Travail, 110 fr. — **Eltzbacher :** L'anarchisme, 110 fr.

COMPTE RENDU DU CONGRES

Le compte rendu du Congrès, qui est à l'impression, sera mis en vente incessamment aux prix de 20 francs.

Les secrétaires de groupe ainsi que les militants isolés sont priés instamment de nous faire savoir dans le plus bref délai le nombre d'exemplaires qu'ils désirent.

JEUNES... au combat !

Nous étions pour la plupart encore trop jeunes pour participer efficacement à l'agitation ouvrière de 1936, mais nous nous souvenons tous de l'immense espoir que nous apportèrent les améliorations obtenues.

Deux ans après, c'était le premier avertissement et comme fort peu comprirent en 1939, c'était la guerre. Ce n'était pas pour rien que l'on nous avait « entraînés » pendant deux années de service militaire.

Drôle de guerre ! N'y revenons pas.

Des années d'écœurement, de misères physiques et morales passèrent et les jeunes restèrent prisonniers dans leurs différentes geoles.

Enfin ce fut la « libération ».

Pour qui ? Pas pour les jeunes en tous cas. Ceux qui avaient souffert les années de déportation ou de « gloire militaire » sont maintenant rentrés (pas tous, hélas !). Affaiblis ou malades, les survivants durent reprendre leur travail, car ils ignoraient la pratique du marché noir et que l'Etat paye bien mal les gens assez naïfs pour le servir. Là ils ont retrouvé leur misère lourdement aggravée, mais, avant de gémir, il faut produire ! Quant aux autres, les plus jeunes, qui se sont fait abrutir pendant cinq ans, la « libération » rapporte, outre les années de service militaire d'antan, les années de préparation militaire obligatoire. Ils ont bien besoin d'une ration double, eux petits, et ce n'est pas pour rien que nous avons un général pour chef et des patriotes pour ministres !

Mais ce que la « libération » oublie, c'est qu'elle regroupe maintenant les jeunes, à l'atelier, à l'école et dans l'armée, et que les jeunes en ont marre ! Si les dernières années furent dures pour eux, elles leur ont fait comprendre beaucoup de choses.

Les jeunes ne veulent plus jouer aux enfants de chœur, aux esclaves bien sages suivant leurs maîtres et les conseils pratiques de leurs « représentants » afin de bien produire, ils ne veulent plus jouer aux petits soldats.

Les jeunes veulent vivre !

Attention, car ils se regroupent et feront bientôt eux-mêmes ce que n'ont pas su faire leurs anciens : la vraie révolution sociale.

❖ ❋ ❖

JEUNES, qui n'êtes pas encore parmi nous et qui désirez œuvrer dans notre sens, venez à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10e), l'après-midi, ou écrivez : Jeunesses Anarchistes, même adresse.

A PROPOS DU LIEN

Le n° 5 du bulletin intérieur « Le Lien » est sur le point d'être mis en vente.

Nos camarades sont priés de vouloir bien en passer commande dès maintenant. Prix : 15 fr. Joindre 2 fr. pour frais

Conditions d'Abonnement

12 Numéros..... 45 frs
24 — ..... 90 »

Adresser toute demande à Louis HAAS 145, Quai de Valmy, 145 — Paris (10e). C.C. P.3585-80. Paris.

Imprimé par un groupe de camarades.